

SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI LOCAL DE L'ORIENTATION ET DE LA FORMATION (SPEL - OF)

Préfecture de la Somme - 9 septembre 2016

ORDRE DU JOUR

- **Ouverture par M. Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme**
- **Intervention de M. Xavier BERTRAND, Président du Conseil régional Hauts de France**
- **Intervention de Mme Isabelle DE WAZIERS, Vice-Présidente du Conseil départemental de la Somme**
- **Présentation de la situation départementale de l'emploi et de la formation**
- **Éléments de contexte sur les 3 territoires**
- **Echanges – Questions/Réponses**



Présentation de la situation départementale

- **Rappel des missions du SPEL**
- **Etat des lieux de la demande d'emploi**
- **Mesures et dispositifs Emploi et Formation**

LES SPEL : principales missions

Des lieux de construction de réponses coordonnées et adaptées aux problématiques des demandeurs d'emploi et des entreprises

- Mobiliser et animer un réseau d'acteurs locaux
- Veiller à la bonne articulation de l'offre de services de ces acteurs
- Identifier les besoins du territoire en matière d'emploi et de formation
- Apporter une réponse adaptée aux besoins et difficultés des entreprises
- Soutenir la mise en œuvre de projets territoriaux
- Apporter un appui au montage de projets européens
- Identifier les problématiques spécifiques du territoire
- Veiller à la diffusion de l'information sur les métiers, notamment auprès des jeunes

LES SPEL : Objectifs

1) Assurer un suivi territorialisé des politiques publiques en matière d'emploi et en matière de FP

En matière d'emploi :

- analyser les données locales du marché du travail
- mettre en œuvre les contrats aidés et les dispositifs d'insertion (GJ, IAE, Parrainage..)
- renforcer l'orientation vers les métiers qui recrutent
- accompagner les projets de recrutement des entreprises
- apporter un appui aux entreprises en difficultés

En matière de formation professionnelle : adapter l'offre de formation des publics

- suivre localement le plan « 500 000 formations supplémentaires »
- promouvoir et développer l'apprentissage

2) Définir quelques enjeux spécifiques au territoire et en assurer le pilotage local (projet d'implantation d'entreprise par exemple)

3) Capter les signaux faibles d'entreprises en difficultés et leur apporter une réponse

adaptée

LES SPEL

Composition indicative

Présidés par un(e) Sous-Préfet(e) et une Conseillère régionale, ils associent :

- Les services de l'Etat et de la Région,
- Le Conseil départemental
- Les collectivités locales
- Les opérateurs de l'emploi
- Le réseau consulaire
- Les partenaires sociaux locaux
- Les acteurs de la formation
- Les représentants locaux des entreprises
- Les autres acteurs locaux du développement économique

Il est préconisé d'organiser un cadre de pilotage resserré

Fréquence : 1 fois par mois

Calendrier prévisionnel :

Santerre Haute-Somme : 5 octobre – 9 novembre – 7 décembre

Grand Amiénois : 28 septembre – 26 octobre – 30 novembre

Picardie Maritime : 7 octobre - 4 novembre – 2 décembre

ETAT DES LIEUX DE LA DEMANDE D'EMPLOI

A fin juillet 2016 :

34 200 demandeurs d'emploi catégorie A

53 600 demandeurs d'emploi catégories A, B, C

Une situation de l'emploi qui s'améliore dans le département :

Baisse, à fin juillet 2016, du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et ABC : en %

Somme	Sur 1 mois	Sur 3 mois	Sur 1 an
Catégorie A	-0,9	-0,2	-0,3
Catégories A, B et C	-0,4	+0,6	+0,9

AUTRES INDICATEURS

D'autres indicateurs, constatés sur un an, sont favorables :

- Baisse du nombre de licenciements pour motif économique
- Baisse du nombre de ruptures conventionnelles
- Reprise de l'emploi temporaire

En revanche, légère hausse du recours à l'activité partielle

LES EVOLUTIONS DE LA DEMANDE D'EMPLOI SAMARIENNE

Sur une année, nous pouvons identifier quatre atypies dans l'évolution de la demande d'emploi du département par rapport à la région :

- Une **évolution de la demande d'emploi féminine plus forte** dans la Somme (+ 1,6% / 0%) et une population globale plus féminine (46,8% / 45,9%).
- Des **orientations positives sur la demande d'emploi jeune**, similaires à la région, mais moins fortement marquée (-3,4% / -7,6%).
- Une **augmentation de la demande d'emploi de longue durée** et contraire à la tendance régionale qui est en baisse (+2,2% / -0,8%).
- Une **hausse de la demande d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi** (+2,3% / -1,1%) mais sur une proportion plus faible (9,8% / 11,3%).

*Source : Pôle emploi – Données brutes catégorie A (Demandeur d'emploi sans aucune activité)
sur une année glissante au 30 juin 2016*

MESURES ET DISPOSITIFS EMPLOI – FORMATION ETAT

Les priorités de l'Etat, en matière d'emploi

1) Favoriser l'accès et le retour à l'emploi des personnes éloignées du marché du travail :

- demandeurs d'emploi de longue et très longue durée
- les seniors
- les jeunes
- les résidents des QPV
- les travailleurs handicapés
- les bénéficiaires du RSA

Par des mesures telles que :

- les contrats aidés
- l'alternance...

2) Accompagner les entreprises dans leur restructuration (PSE, ...)

ou dans leur recrutement (revitalisation, aide à l'embauche PME)

MESURES ET DISPOSITIFS EMPLOI – FORMATION CONSEIL REGIONAL

Des outils structurants au service du développement économique

ETRE À L'ÉCOUTE ET ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI :

Proch'Emploi

Missions Locales et Maisons de l'Emploi et de la Formation

Accompagnement des projets économiques (implantations, développement, mutation, ...)

METTRE À DISPOSITION UNE OFFRE DE FORMATION RÉACTIVE :

Pass Emploi (en réponse aux engagements d'entreprises)

Pass Formation (pour les projets individuels)

Le programme régional de formation (pour les besoins structurants des territoires)

DÉVELOPPER LES FORMATIONS EN APPRENTISSAGE :

Augmenter le nombre de places dans les CFA et saturer l'offre existante

Mise en œuvre du plan pour le développement de l'apprentissage (vers les entreprises et les apprentis)

Faciliter le recrutement des apprentis et leur conditions de vie en CFA (Mobilité, équipement,...)

ASSURER LA MISE EN COHÉRENCE DE L'OFFRE DE FORMATION INITIALE ET CONTINUE :

Carte des formations initiales, supérieures (dont sanitaires et sociale) et continue cohérente, construite en fonction des besoins des entreprises et des réalités des territoires.

SÉCURISER LES PARCOURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE, NOTAMMENT DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA :

Rémunération des stagiaires, bourses, aides à l'équipement et à la mobilité

PILOTER, SUIVRE ET ÉVALUER

Des outils à mobiliser au service des actions du SPEL

POUR FORMER AVANT UNE EMBAUCHE

- L'action de formation préalable au recrutement
- La préparation opérationnelle à l'emploi, individuelle et collective en collaboration avec les OPCA

POUR ADAPTER LES COMPETENCES ET QUALIFIER

- L'aide individuelle à la formation
- L'action de formation collective
- L'aide à la validation des acquis de l'expérience

POUR FACILITER LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE

- Les aides à la mobilité pour rechercher un emploi ou pour faciliter la reprise d'emploi

POUR ACCOMPAGNER UNE ACTION INNOVANTE

- Subvention « aides innovantes », création de prestations spécifiques ou dérogatoires

POUR RECRUTER EN S'APPUYANT SUR LES « HABILETES »

- La méthode de recrutement par simulation

Des outils digitaux : emploi-store, des dispositifs différenciés et personnalisés d'accompagnement des demandeurs d'emploi et des projets de recrutement des entreprises

ELEMENT DE CONTEXTE DES 3 TERRITOIRES SPEL Santerre Haute-Somme Grand Amiénois Picardie Maritime

SANTERRE HAUTE-SOMME



- 2 arrondissements (Montdidier et Péronne)
- 301 communes
- 136 381 habitants (24,5% de la population de la Somme)
- 9 EPCI (6 en 2017) – 1 Pays (loi Voynet)

DES ATOUTS

Sites de la bataille de la Somme
Cadre de vie préservé
Patrimoine culturel

Un chômage des jeunes qui diminue (-2,9% cat ABC) et qui profite majoritairement aux BAC + 2 (-5,7%) et aux sans diplôme (-7% sur les arrondissements de Péronne et Montdidier)

Un travail en cours de réalisation sur les transitions professionnelles du public féminin vers les métiers de l'aéronautique (POEC, ateliers sectoriels, MRS,...).

DES POINTS DE VIGILANCE

Absence d'une agglomération de taille importante

Une part des demandeurs d'emploi pas ou peu diplômés supérieure à la région (29% contre 18,5 % pour la région) et une surreprésentation également des ouvriers non qualifiés.

Une part importante de la demande d'emploi dans les secteurs des services à la personne et de l'industrie

Une augmentation du chômage des femmes (+2%)

DES ATOUTS

Infrastructures (autoroutières, TGV)

Dynamisme secteur albertin
(aéronautique, sous-traitance,
IndustriLAB...)

Agriculture et agro-alimentaire

Zones d'activités

Economie Sociale et Solidaire : 12
opérateurs – 16 chantiers d'insertion
pour 160 ETP

Tourisme de mémoire et tourisme vert

DES POINTS DE VIGILANCE

Offre de services de transport en
commun insuffisante

Tissu industriel diffus
Restructurations

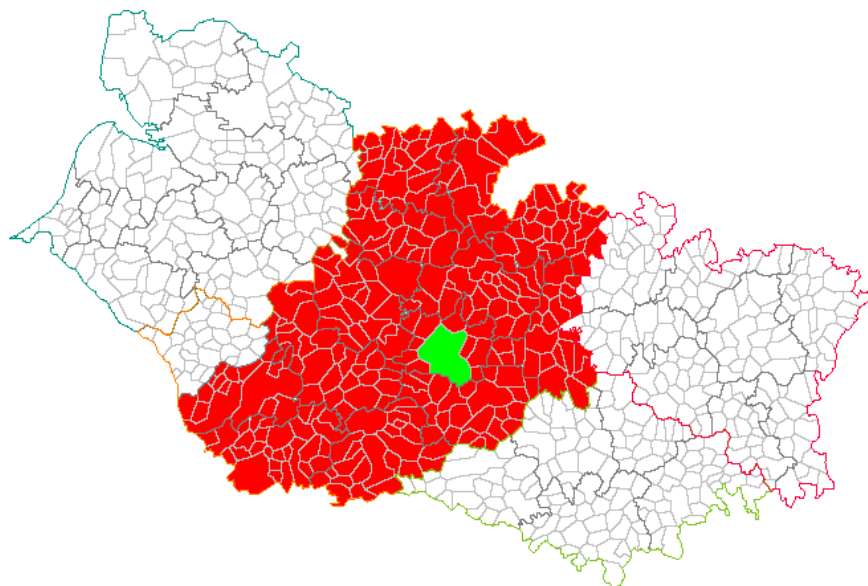
Saisonnalité

Offres : 3 260 s/ 1 an, soit 17% du
département
CDD < 6 mois : 46% des offres
(Somme : 39%)
1/3 offres → temps partiel

QUELQUES ENJEUX TERRITORIAUX DU SPEL

- Anticiper le **Canal Seine-Nord Europe**, dont Contrat Territorial de Développement
- Accompagner les **implantations d'entreprises** (besoins en emploi et en formation) et conseiller les **entreprises en difficultés**
- Mobiliser les dispositifs de **formation** du Conseil régional et le plan de formation 500 000, à destination des saisonniers
- Maîtriser les impacts de la **fusion des EPCI** sur l'IAE et les Services à la Personne

GRAND AMIENOIS



- 281 Communes
- 300 700 habitants (52% de la population du département)
- 10 EPCI

DES ATOUTS

Patrimoine culturel, historique et naturel important

Localisation stratégique de la ville d'Amiens :
carrefour autoroutier

Offre de formation supérieure importante et
jeunesse de la population

Une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de
très longue durée (+ 2 ans) de - 4,3% pour la
catégorie A en lien avec les mesures
gouvernementales en faveur de ces publics.

Une augmentation des offres en CDD et en CDI (+
8,5 %)

Des actions concertées avec la MLIFE dans le cadre
notamment de la politique de la ville (villages
emploi dans les quartiers).

Des expériences partenariales réussies en matière
d'implantation d'entreprises (ex: installation de SPB,
centres d'appel)

GRAND AMIENOIS

DES POINTS DE VIGILANCE

Vigilance sur le développement de l'emploi
tertiaire

Infrastructures ferroviaires à développer

Augmentation annuelle plus importante des
DEFM A, B, C que sur le département (**+1,6%**
sur un an contre +0,9%)

Part des personnes sans diplômes assez élevée
Difficultés de mobilité professionnelle

Une part plus importante des demandeurs
d'emploi inscrits dans les domaines suivants:
industrie, installation/maintenance et
logistique (+ 5%).

DES ATOUTS

- **Activité économique diversifiée** : grands groupes industriels /activité tertiaire à forte valeur ajoutée /centres de recherche /pôles commerciaux et hôteliers en expansion
- Développement de l'emploi et de la compétitivité autour de
 - *3 « **clusters urbains** » : **Santé** (Membre du réseau thématique French Tech dans le domaine de la e-santé –labellisation 25/07/16) / **Numérique / Energie**
 - *3 **pôles de compétitivité** dont 2 à vocation mondiale (I-TRANS /IAR /UP TEX)
- **Implantations annoncées** : zones de Poix de Picardie + Amiens Nord (projet FREY)/Poulainville
- Une **offre d'insertion** aux publics éloignés de l'emploi conséquente : plus de 30 de structures de l'insertion par l'activité économique implantées

GRAND AMIENOIS

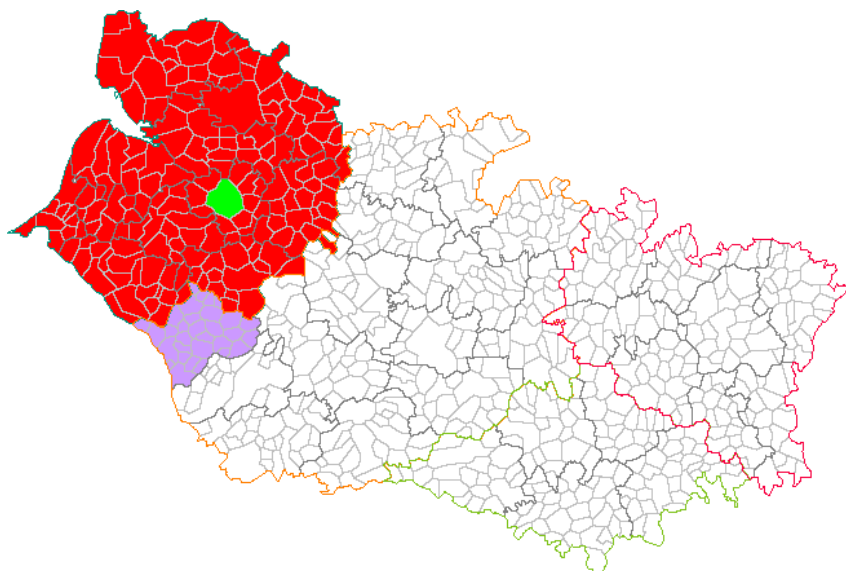
DES POINTS DE VIGILANCE

- **Disparités économiques et sociales** entre les territoires urbains et ruraux et au sein même des territoires urbains (QPV)
- **Secteur industriel** encore impacté par la **crise** (fermeture Goodyear et Nadine Guillaume Tricot à Amiens en 2014), et SASPA Bedding à Saleux (début 2015)
- Accompagnement du **transfert de compétences** ou de savoir-faire dans les **TPE** (92 % des établissements)

QUELQUES ENJEUX TERRITORIAUX DU SPEL

- Décliner les actions du **Contrat de ville d'Amiens** relatives à l'axe « Emploi et Développement Economique »
- Suivre les dispositifs particuliers type « **Pacte 2^{nde} chance** »
- Accompagner les **implantations d'entreprises** (besoins en emploi et en formation) et conseiller les **entreprises en difficultés**
- Mobiliser les dispositifs de **formation** du CR et plan formation 1 million demandeurs d'emploi dans le cadre des créations d'emplois de la zone « FREY »

PICARDIE MARITIME



- Picardie Maritime
- 200 Communes
- 134 200 habitants (23,5% de la population du département)
- 9 EPCI + 1 EPCI interrégional



ATOUTS

Double desserte autoroutière, ports maritimes, canal de la Somme

Littoral touristique + Baie de Somme.

Parc forestier et patrimoine culturel et historique (monuments, châteaux, édifices religieux) dans le Ponthieu.

Baisse significative du chômage des seniors (-2,3 %) par la prescription des mesures en faveur de ces publics (CAE, CIE).

Augmentation de la part des offres en CDI (+ 15%).

PICARDIE MARITIME

POINTS DE VIGILANCE

Mobilité professionnelle difficile

Départ des jeunes étudiants / Décrochage scolaire dès l'âge de 18 ans particulièrement marqué

Une part des DELD importante (50%) et en forte progression (+5,2 % sur Cat A). Forte représentation des contrats de moins de 6 mois dans le domaine saisonnier (tourisme, restauration, agriculture).

Un réseau d'organismes de formation à consolider sur le territoire.

PICARDIE MARITIME

ATOUPS

- **3 zones géographiques** économiquement complémentaires :
l'Abbevillois (tertiaire), le **Ponthieu-Marquenterre** (agriculture, tourisme vert), le **Vimeu**, 1er pôle français de la Serrurerie-Robinetterie-Quincaillerie et 1er pôle mondial verrier (flaconnage de luxe) avec la Vallée de la Bresle
- **Projets d'implantation** d'entreprises sur Abbeville (Quartier Sucrierie, Friche ABELIA...)
- **23 Structures d'insertion par l'activité économiques** portées par 6 opérateurs (220,7 ETP)

POINTS DE VIGILANCE

- Filières du **Commerce**, du **bâtiment** et de l'**Industrie** fortement impactées par les crises successives
- Difficultés de **logements** des apprentis et saisonniers

QUELQUES ENJEUX TERRITORIAUX DU SPEL

- Inscrire le SPEL dans la dynamique du **Programme d'Investissement d'Avenir (PIA)** porté par le Syndicat mixte Baie de Somme 3 Vallées : « Favoriser l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées... »
- Garantir la **coordination des acteurs** en faveur du repérage, de l'accompagnement et de l'emploi des jeunes dans une logique de parcours.
- Accompagner les **implantations d'entreprises** (besoins en emploi et en formation) et conseiller les **entreprises en difficultés**
- Décliner les actions « Emploi et Développement Economique » (Axe 1) du **Contrat de ville d'Abbeville**